

JOURNAL  
DES

## MUTILES &amp; RÉFORMÉS

et des Victimes de la Guerre

Réformés n° 1, réformés n° 2 et temporaires, auxiliaires anciens combattants, blessés, prisonniers, veuves de guerre

COMITÉ DE RÉDACTION  
Pierre VALUDÉ — Étienne GRILL — Jean MONDRÉ  
André LINVILLE. — René J. de JOHANNS.RÉDACTION  
ET  
ADMINISTRATION  
1, Rue Grétry, 1  
(près de l'Opéra-Comique)  
PARIS (2<sup>e</sup>) — Tél. Central 08-70Directeur :  
André LINVILLEABONNEMENTS  
France : Un an... 7 fr. 50 — 6 mois... 4 fr.  
Etranger : Un an... 10 fr. » — 6 mois... 6 fr.Un geste ?..  
Non, un crime !

Tous nos camarades seront unanimes à réprimer le geste criminel de l'homme qui a voulu assassiner M. Clemenceau.

La politique du Président du Conseil est hors de cause, dans l'affaire. On peut l'approuver, on peut la désapprouver. C'est un débat dans lequel le Journal des Mutiles, fidèle à sa ligne de conduite, n'a pas à intervenir. Ceux-mêmes qui, à la Chambre, ne partageaient pas la manière de voir de M. Clemenceau, se sont faits, par l'organe de M. Renaudel, les interprètes du sentiment qui éprouvait tous les êtres suffisamment bien équilibrés pour comprendre que de tels actes odieux par eux-mêmes vont stupidement à l'encontre de l'idéal dont ils prétendent s'inspirer. Le misérable crétin qui a tiré dix balles de revolver sur M. Clemenceau est à mettre dans le même sac que le présumé qui tua Jean Jaurès au début de la guerre. Il ne peut y avoir sur ce sujet dans tous les partis qu'une opinion.

Ajoutons qu'il y a quelque chose de particulièrement répugnant dans le fait de voir un jeune homme de vingt ans s'attaquer à un vieillard dont les idées peuvent ne pas plaire à tout le monde, mais qui n'en laissera pas moins un nom et une œuvre derrière lui.

Croit-il donc, ce triste sire, qui ne peut même pas invoquer les souffrances de la guerre puisqu'il n'a pas connu la misère des tranchées qu'il va haïr la paix par son geste ? Et n'a-t-il pas vu qu'en éliminant le chef du Gouvernement des travaux de la Conférence, il en retardait au contraire l'heure, à laquelle nous aspirons tous ?

André LINVILLE.

## SIMPLES RÉFLEXIONS

## Ces cochons de blessés !

Le Ministère de la Guerre publie, ou laisse publier, une Revue mensuelle : les Archives de Médecine et de Pharmacie militaires.

Le numéro de décembre 1918, sous la signature du docteur B..., médecin principal et professeur à la Faculté de médecine, contient un article sur l'ostéo-myélite chronique qui intéresse tous ceux d'entre nous dont les os ont été touchés.

Les os, brisés ou broyés par un projectile, présentent presque toujours — c'est mon cas — des inflammations et des fistules à répétition, dues à des causes diverses, que le docteur B... étudie savamment, comme il sied à un professeur de faculté.

Je n'ai pas à apprécier ses conclusions techniques ; mais j'ai, dans son article, remarqué quelques pointes à l'adresse des blessés de guerre, pointes dont je tiens à relever ici, sans hésitation ni ménagement, l'ironie un peu grosse.

Je ne connais par le docteur B... ; je n'ai jamais été examiné par lui ; j'ai donc la plume tout à fait libre, et je peux lui mettre le nez dans ses citations.

« Un blessé qui rentre chez lui, surtout après une longue hospitalisation, commence par ne rien faire : il a perdu l'habitude du travail, et contracté celle de raconter ses campagnes... »

« Travaillant, il s'améliorera peu à peu, même s'il n'en est pas très désireux. C'est ce que nous voyons tous les jours en matière d'accidents du travail, à partir du moment où la rente est allouée... »

« A l'hôpital, l'homme acquiert de plus en plus l'habitude de l'oisiveté, parce qu'il est logé, chauffé, nourri à sa discrétion... »

« Cet homme (le blessé classé service auxiliaire pour fistule osseuse), astreint à une servitude militaire dont il ne comprend pas la grandeur, sera hospitalisé dès qu'il le voudra, et il le voudra. Carotte, direz-vous ? Mon Dieu ! je le concède. Mais l'unique question est de savoir si vous pouvez pincer le délinquant. Je suis sûr que la paix, et même l'armistice, auront sur ces fistulettes une action cicatrisante notable... »

Hein ! dites donc, « glorieux blessés », héros sauveurs de la Patrie, qu'est-ce que vous prenez pour votre grade, que vous vous appelez Pitou, Lagourde, ou Gourdail ?

Il ne vous l'envoie pas dire, que vous êtes des tire-au-flanc, le docteur B... !

Et qu'est-ce que vous pensez de votre confrère, le médecin principal, ô vous, nos chers amis les médecins de bataillon, qui avez vu, de vos yeux vus, les épouvantables blessures des combattants, et qui avez vécu et souffert avec eux ?

Et vous, docteur Clemenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre, vous qui, naguère, ne parliez que de « nos grands soldats », que pensez-vous de ce professeur de faculté qui, sur le mode badin, les traite implicitement de sots, de paresseux et de lâches ?

Je ne me permettra pas de dire au docteur B... qu'il se trompe : il ne me croirait pas.

Mais, blessé de guerre, et atteint d'ostéo-myélite chronique, j'en ferai quelques brèves réponses, du même tonneau que ses attaques :

1° Oui, le blessé a perdu l'habitude du travail ; mais à qui la faute ? est-ce lui qui a sollicité la faveur de se faire casser la figure pour protéger les biens et la personne du docteur B... ?

2° J'ignore si certains camarades fatiguent leurs amis du récit de leurs campagnes : pour ma part, je ne raconte pas les miennes, pas même aux plus éminents docteurs : je ne veux jeter de perles à personne.

3° Comparer la blessure de guerre et l'accident du travail, la plaisanterie est agréable, et le rapprochement heureux : ça vous a une petite allure paradoxale, ça fait bien devant un auditoire de médecins à bouton de cristal, mais la comparaison est fautive : car, où est notre contrat de travail ? Un sou par jour jusqu'en fin 1915, cinq sous par jour depuis ? C'est maigre... !

4° Le blessé prend à l'hôpital l'habitude de l'oisiveté ? à qui la faute ? Et ne sont-ce pas des médecins qui dirigent les hôpitaux ? Quand une compagnie d'infanterie n'est composée que de faibles, chacun dit que le commandant de cette compagnie est une moule... !

5° « Astreint à une servitude militaire dont il ne comprend pas la grandeur », est une trouvaille ; cela signifie que le blessé de guerre, classé service auxiliaire fait, moyennant cinq sous par jour, couché et nourri, la corvée de quartier ou de papier ; il balaise les goguenards ou dresse des états nominatifs, et ne comprend pas la grandeur de sa tâche ! Mais je l'excuse, cet homme !

Il n'est ni médecin principal, ni professeur à la Faculté de Paris : il a souffert pendant des jours, des semaines et même des mois ; ses souffrances ont été en lui une nouvelle mentalité, une personnalité différente de celle qu'il avait en 1914 ; un savant devrait comprendre cela... !

Que M. B... soit un savant, nul n'y contredit : d'ailleurs l'un de ses homologues, peut-être un parent, l'a prouvé en dormant son nom à une rue de Paris, assez mal fameuse.

Mais, vers l'an 2000, aux yeux de l'impartial Historien, que pèseront la science, les découvertes et les facilités du docteur B... de 1918 ? Et, s'il y a encore une France à cette époque-là, à qui le devra-t-on ? A l'éminent professeur B..., ou à ces faibles et blessés de la Grande Guerre ?

6° Contrairement à l'avis ironique du docteur B..., l'armistice ne m'a pas guéri : j'ai toujours ce qu'il appelle des « fistulettes », à la suite d'abcès dont le dernier remonte à moins de deux mois ; et je serais très heureux de posséder l'intégrité de mes membres au lieu de traîner une béquille et une canne, que je ne conserve pas pour mon plaisir, je vous le jure.

7° Quant aux carottes et aux carottiers, nous en recauserons, et très prochainement. Si une docte Revue s'occupe de blessés de guerre, carottiers malgré les médecins, je me permettra, d'après notre modeste journal, de vous parler de ceux qui, pendant la guerre, furent carottiers avec la complicité des médecins.

Je suis convaincu que le professeur B... n'a jamais trempé dans de pareilles affaires ; il me paraît sans peur, et il doit être sans reproche. Mais puisqu'il attaque les blessés de guerre, dont je fais partie, j'attaquerai moi, les gros bonnets du scalpel, dont il fait partie.

Ils sont forts ? Bah ! j'en ai vu bien d'autres !

Pour conclure, une phrase sensée que j'ai découverte dans l'article du professeur B... : « Le premier effet de la conscience est de nous montrer les limites de notre science. »

Mais oui, monsieur le professeur, et c'est pourquoi il ne faut pas persifler les blessés : il faut les soigner toujours, les soulager souvent, les guérir parfois. Rappelez-vous surtout que le médecin est fait pour le blessé comme le fonctionnaire pour le public. Ne nous obligez pas à nous apercevoir que Diafoirus, au grand siècle, n'était que ridicule ; transformé en rond-de-cuir du bistouri, il est odieux.

Conscience et bonté, voilà, ô Docteur, ce qu'il vous faut, à vous. Là est la grandeur de votre servitude militaire, grandeur que vous devez comprendre, mieux que ces carottiers de blessés, qui, eux, n'ont pas votre science.

Et puisque vous reconnaissez que cette science a des limites, permettez-moi de vous rappeler une définition philosophique : il n'est de science que du mesurable, et la souffrance ne se mesure pas.

Il y a trente ans environ, de facétieux bonshommes, qui se disaient philosophes, crurent avoir découvert que la sensation croissait comme le logarithme de l'excitation. Comment n'aurait-on pas pu mesurer la souffrance, alors ?

N'en croyez rien, monsieur le professeur : la souffrance est une chose infiniment diverse, infiniment capricieuse, et infiniment sérieuse : je vous le jure, moi qui ai souffert et hurlé sous le scalpel impitoyable de vos confrères... !

Je m'arrête... j'ai un tel flot de mauvais souvenirs que je me laisserais aller à faire du pathétique : il est préférable de sourire.

Les blessés ne sont pas intangibles, c'est entendu : nous ne demandons pas que l'on jette le manteau de Noé sur nos travers et sur nos vices ; mais il est exagéré de nous lancer des pavés, même quand ils viennent de la Faculté de Médecine de Paris.

Claude BRETON.

## A LA CHAMBRE

## LA LOI DES PENSIONS

Lentement, très lentement, trop lentement mais sûrement (2), la Chambre poursuit la discussion de notre loi sur les Pensions. Voici la suite de nos comptes rendus analytiques des séances :

Séance du 13 février

Dans sa séance du 12 février, la Chambre avait repoussé un amendement tendant à la suppression de l'article 20.

M. Lafont, cette fois sans demander la suppression de l'article 20, demande son renvoi devant la Commission, afin que celle-ci rapporte un système cohérent et définitif qui comprendra : à la fois les dispositions relatives aux enfants naturels et celles qui ont été réservées lors de la discussion de l'article 15 et qui sont relatives aux enfants légitimes.

Une discussion assez longue s'engage à ce propos, à laquelle participent M. Jean Bon, Ernest Lafont, M. Lugol, rapporteur et M. Abrami, sous-secrétaire d'Etat de l'Administration de la Guerre.

Il convient de tenir la porte fermée aux abus possibles et de préserver les droits des enfants intéressés.

Le Gouvernement accepte le renvoi de l'article 20 à la Commission, mais celle-ci le refuse.

Ce renvoi mis aux voix n'est pas adopté par la Chambre.

Un amendement nouveau de M. Lafont, repoussé par la Commission et le Gouvernement, l'est également par la Chambre.

MM. Ernest Lafont et Puech ont proposé de supprimer dans le premier paragraphe de l'article 20, les mots : « et qu'ils aient été reconnus dans les deux mois de leur naissance ».

Pour leur donner satisfaction, la Commission accepte d'ajouter au premier paragraphe les mots :

«... à moins que le père n'ait été empêché de faire cette reconnaissance dans le délai ci-dessus par des circonstances de fait dûment justifiées et si la reconnaissance a été effectuée dans le délai de six mois postérieurs au jour où il a eu connaissance de la naissance de l'enfant, ou en tout cas, dans le délai de six mois postérieurs à la promulgation de la loi. »

Le premier paragraphe de l'article 20 est donc modifié comme suit :

Art. 20. — Pour que les enfants naturels aient droit au bénéfice des dispositions qui précèdent, il faut qu'ils aient été conçus avant le fait qui donne ouverture à pension et qu'ils aient été reconnus dans les deux mois de leur naissance, à moins que le père n'ait été empêché par des circonstances de fait dûment justifiées et qu'il ait fait cette reconnaissance dans le délai de six mois qui suivra la promulgation de la loi.

Ce paragraphe mis aux voix est adopté. La Chambre passe à la discussion du deuxième paragraphe ainsi conçu :

Toutefois, en ce qui concerne les enfants nés avant le 4 septembre 1915, il suffit que la reconnaissance ait eu lieu antérieurement au 4 novembre 1915.

Une nouvelle rédaction proposée par la Commission est la suivante :

Toutefois, en ce qui concerne les enfants nés avant le 4 septembre 1915, il faut que la reconnaissance ait eu lieu antérieurement au 4 novembre 1915, sauf l'exception prévue au paragraphe ci-dessus.

Je mets aux voix le paragraphe ainsi modifié.

Le deuxième paragraphe ainsi rédigé mis aux voix est adopté.

Pour le troisième paragraphe ainsi conçu :

En cas de reconnaissance judiciaire, il faut que la conception soit antérieure au fait qui donne ouverture à pension.

M. Bon en demande la suppression pure et simple, toutefois, le TROISIÈME PARAGRAPHE mis aux voix EST ADOPTÉ par la Chambre.

M. Belouille propose une addition ainsi conçue :

Ont également droit à pension les enfants naturels, même non reconnus, lorsqu'ils ont été établis que ceux-ci sont bien les enfants du militaire décédé et que

(Voir la suite page 3)

## DES PENSIONS... DES INDEMNITÉS !



J'attends sous l'orme !

## LA PROPOSITION RAMEIL

## La RENTE du COMBATTANT

(suite) \*

LA FRANCE A MOBILISÉ 8 MILLIONS 392.000 HOMMES

Quel sera le total des rentes annuelles à verser aux combattants de chacune des nations alliées ?

NATIONS	POPULATION en 1914	NOMBRE de MOBILISÉS	INDIGÈNES et COLONIAUX	NOMBRE de TUÉS	PÉRIODE de GUERRE	Dépenses (milliards)	Dommages (milliards)	TOTAL des rentes annuelles à verser	Masse commune
France	39.600.000	7.917.000	475.000	1.400.000	53 mois 7 j.	185	60	800 millions	5 %
Empire Britannique					53 mois 7 j.	180	1	390 millions	9 %
— Royaume-Uni	45.652.000	6.073.000		668.300					
— Canada		464.000							
— Australie	22.639.000	323.000		137.900					
— Nouvelle-Zélande		107.000							
— Afrique du Sud		73.000							
— Indes	244.270.000		1.400.000	41.500					
Italie	34.671.000	5.400.000		468.000	41 mois 18 j.	60	5	255 millions	5 %
Serbie	4.593.000	757.000		385.000	53 mois 14 j.	8	6	35 millions	0,4 %
Roumanie	7.508.700	1.000.000		140.000	30 mois 10 j.	7 1/2	10	20 millions	0,7 %
Belgique	7.423.000	865.000		40.000	53 mois 11 j.	6	10	75 millions	1,2 %
Etats-Unis	100.000.000	3.700.000		54.000	19 mois 6 j.	102	néant	3 millions	3,2 %
Portugal	5.957.000	60.000		10.300	33 mois 1 j.	3	néant	5 millions	28 %
Monténégro	350.000	70.000		1.000	3 mois		néant	1/2 millions	1,5 %
Japon	52.200.000	30.000			16 mois				
Grèce	5.064.000	210.000							
Russie	130.500.000								

les chiffres exacts des effectifs russes sont inconnus

Les interviews de M. Pierre Rameil que nous avons publiées dans nos derniers numéros ont vivement intéressé nos camarades, combattants ou anciens combattants réformés. Ajoutons que nos articles ont été reproduits et commentés par la presse étrangère, notamment aux Etats-Unis et en Angleterre. D'une manière générale, l'opinion publique chez nos alliés paraît entièrement favorable à l'adoption de la proposition.

Rappelons qu'elle tend à faire accorder à tout homme mobilisé chez les alliés appelé ou engagé depuis le 4 août 1914, et ayant fait campagne dans une unité combattante, une pension annuelle. Le montant de cette rente, qui pourrait atteindre 300

francs, serait proportionnellement réduit suivant le nombre de mois de campagne que compterait le bénéficiaire.

Nous avons dit que, dans ce but, M. Rameil concevait la constitution d'une MASSE COMMUNE PAR TOUS LES ETATS ALLIES ayant pris part aux hostilités, et tenant compte pour chaque Etat de six éléments, savoir : 1° nombre de mobilisés ; 2° nombre de tués ; 3° temps pendant lequel cet Etat a été en guerre ; 4° dégâts matériels, dommages de guerre, supportés par cet Etat ; 5° population ; 6° dépenses de guerre.

Après avoir fait valoir les généreux arguments de l'actif député des Pyrénées-Orientales, il nous reste à exposer les conséquences financières de sa proposition.

## DISPOSITIONS GENERALES

L'appréciation des charges sera nécessairement approximative. Nous tirerons de ce principe que tout mobilisé ayant servi plus de trois mois dans une unité qualifiée combattante par la législation et aussi par le fait qu'elle était engagée possiblement dans le combat, aura droit à une pension minimum de 50 francs, et au-dessus de ce chiffre, de 90 francs par période de 12 mois.

Pour déterminer le nombre d'ayants droit il faudra utiliser les éléments suivants :

Nombre total d'hommes mobilisés ; Période de guerre ; Nombre des morts ; Importance relative des services d'arrière ; Éloignement du lieu de combat de la nation belligérante.

## LA FRANCE

Nombre de mobilisés : 8.392.000, dont 260.000 indigènes de l'Afrique du Nord et 215.000 coloniaux.

Période de guerre : 53 mois, 7 jours.

Nombre de tués : 1.400.000 environ, dont 58.000 indigènes.

En déduisant du total des mobilisés le nombre des tués, il reste un total de 7 millions, dont il faut enlever les hommes

Voilà les numéros 107 et 108 du Journal des Mutiles et Réformés.

mes du service auxiliaire, les suralimentés, certaines catégories de fonctionnaires, les détachés en usines, le personnel des services d'arrière, soit environ 3 millions.

Il reste 4 millions, chiffre que l'on peut justifier autrement. Le chiffre des blessés peut être évalué à 3 millions ; ce sont certainement des mobilisés auxquels il sera bien difficile de discuter la qualité de combattants. Or, si l'on admet que sur cinq combattants il y a un tué, trois blessés et un indenné, nous nous rapprochons sensiblement de ce chiffre.

D'autre part, le nombre total des prisonniers a été de 500.000 environ, dont les 3/5 au moins n'étaient pas blessés. On doit considérer les prisonniers comme des combattants, à priori : blessés et prisonniers : 3.300.000.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

Il ne paraît pas exagéré de retenir seulement 700.000 combattants sortis sans aucune blessure de guerre.

La durée moyenne du service doit être estimée à un peu plus de deux ans. Les attaques et offensives ont été trop rapprochées pour permettre de longs séjours aux armées, même si l'on compte le temps à l'hôpital. On peut donc prendre comme rente moyenne 200 francs. La charge annuelle serait donc pour la France de 200 x 4 millions = 800 millions.

réduction du quart. La charge annuelle serait donc de 2.900.000 x 150 = 435 millions.

Cependant l'importance des services d'arrière doit faire réduire ce chiffre de 1/10, soit 2.900.000 x 150 = 390 millions.

... ITALIE

Nombre de mobilisés : 5.400.000  
Nombre de tués : 468.000

Période de guerre : 41 mois 18 jours.

Nous pouvons appliquer la même méthode que pour l'Angleterre. On trouve la moyenne 1.900.000 (base : mobilisés, 2.571 ; tués 1.393) qui paraît un peu élevée encore en raison de l'importance des services d'arrière italiens.

Il faudrait s'arrêter à 1.700.000. La durée moyenne peut être estimée à 20 mois, soit 150 francs.

La charge annuelle serait donc de 1.700.000 x 150 = 255 millions.

SERBIE

Nombre de mobilisés : 757.000  
Nombre de tués : 385.000

Période de guerre : 53 mois 14 jours.

En appliquant les mêmes procédés de calcul que précédemment, on obtient les résultats suivants : (mob. 360.000 ; tués 900.000.)

Il ne peut être question de prendre une moyenne, les Serbes ayant eu une proportion de tués dépassant toutes les proportions envisagées.

Nous prendrons donc le chiffre de 360.000 combattants. La durée moyenne doit être estimée à deux ans environ. 360.000 x 180 = 64.800.000.

ROUMANIE

Nombre de mobilisés : 1.000.000  
Nombre de tués : 110.000 (chiffre très approximatif)

Période de guerre : 20 mois 10 jours.

Application des mêmes méthodes : mobilisés : 470.000 ; tués 310.000. Moyenne : 390.000. Durée moyenne : 12 mois, soit 390.000 x 90 = 35.100.000.

BELGIQUE

Nombre de mobilisés : 365.000  
Nombre de tués : 40.000

Période de guerre : 53 mois 11 jours.

Le nombre des combattants est estimé à 110.000. Durée moyenne : 2 ans 110.000 x 180 = 19.800.000 francs.

ETATS-UNIS

Nombre de mobilisés : 3.700.000  
Nombre de tués : 54.000

Période de guerre : 19 mois, 6 jours.

Mais le gros effort ne commence qu'au printemps de 1918. Nous prendrons



La durée moyenne ne peut dépasser sensiblement 40 mois. La charge sera donc : 4.000.000 x 75 = 300.000.000 de francs.

**PORTUGAL**  
Nombre de mobilisés : 60.630  
environ envoyés en France (estimation personnelle)  
Période de guerre : 32 mois, un jour.  
estimation approximative des combattants à la moitié du corps expéditionnaire.  
Durée moyenne 18 mois : 30.000 x 185 = 5.400.000 francs.

**MONTENEGRO**  
On manque ici à peu près complètement de renseignements. La population est d'environ 350.000 hommes ; 70.000 hommes ont été mobilisés. La moitié sont des combattants, soit 35.000. Admiration une réfection de 1/7, il reste 30.000. Durée moyenne : 2 ans. 30.000 x 180 = 5.400.000 francs.

**JAPON**  
Le nombre de combattants effectifs à Kiao Tcheou n'a pas dû dépasser 10.000 et la durée moyenne de leur service n'est que de 3 mois : 10.000 x 50 = 500.000 francs.

**GRECE**  
Nombre de combattants : 150.000 sur 210.000 rationnaires. 16 mois de mobilisation : 150.000 x 50 = 7.500.000 fr.  
Nous faisons figurer ici pour mémoire la Russie qui aurait eu jusqu'à octobre 1917, 15 millions d'hommes mobilisés et 1.200.000 hommes environ tués, disparus ou invalides, et plus d'un million de prisonniers.

**TABEAU RECAPITULATIF DES TOTAUX DES RENTES A SERVIR**

	800 millions
France	390
Empire Britannique	255
Italie	65
Serbie	35
Roumanie	20
Belgique	15
Etats-Unis	3
Portugal	5
Monténégro	1/2
Japon	6 ou 7 1/2
Grèce	

Le total atteint environ 1.650.000 millions de francs. De cette somme consignée par une masse commune, la France a droit à près de la moitié.

#### COMMENT REPARTIR CES CHARGES ENTRE TOUS LES BELLIGERANTS

Il semble qu'il faille d'abord tenir compte des dommages subis par chaque nation et de l'effort financier et militaire qu'elle s'est imposée.

Aussi avons-nous établi le très intéressant tableau comparatif ci-dessus, faisant ressortir pour chaque pays la population, le nombre de mobilisés, le nombre de tués, les dépenses de guerre et la durée de la guerre, les dégâts matériels.

(Voir le tableau en tête de l'article).

Pour les dépenses de guerre, nous avons compris la totalité des dépenses pendant la période de guerre, jusqu'au 31 décembre 1918, déduction faite des dépenses normales qui auraient été faites pendant ladite période, en prenant comme base les derniers budgets d'avant-guerre. Nous avons également compris dans ces chiffres les avances aux Alliés, puisqu'elles correspondent à une dépense effective du pays qui a fait les avances.

Il faut remarquer immédiatement que la Serbie, la Belgique, le Monténégro, la Grèce, la Roumanie ont fait la guerre pour la plus grande partie avec

les avances de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis ; les dommages matériels sont considérables pour la Serbie, la Roumanie, le Monténégro et la Belgique.

Nous allons procéder à une revue de la situation financière de ces différents Etats et aussi des cinq grandes puissances de manière à déterminer autant que possible leurs possibilités financières.

Il faudrait toutefois, avant cette revue établir ce que chacun de ces Etats devrait payer proportionnellement à son effort financier et militaire pendant la guerre.

On trouvera à la fin de cette étude un tableau de comparaison sur lequel nous avons établi pour chaque pays la portion des tués, des mobilisés, des dépenses de guerre et des dommages par rapport à la population :

Il faudra calculer la participation d'une manière inversement proportionnelle à l'effort accompli dans les différentes catégories et en tenant compte de la population.

Avant, toutefois de commencer la répartition, nous croyons devoir signaler qu'il serait juste de faire supporter une partie de ces charges par les Etats qui ont déclaré la guerre à l'Allemagne. Cuba, Panama, Siam, Libéria, Chine, Haïti, Brésil, Guatemala, Nicaragua, Costa Rica, Etats représentés à la Conférence de paix.

Il est vrai que, seuls la Chine et le Brésil paraissent capables de subvenir d'une manière appréciable à ces charges : nous les ferons figurer pour une certaine quote-part.

Il apparaît immédiatement que à vouloir s'en tenir rigoureusement à des calculs de proportion, la plus grosse partie de la dépense retombe sur le Japon et les Etats-Unis surtout sur le Japon dont l'effort de guerre est pratiquement insignifiant et aussi sur les Etats-Unis dont l'effort comparé à celui des nations européennes est peu de chose.

En prenant comme base la population et en introduisant dans le calcul les facteurs inversement proportionnels résultant des proportions de tués et de mobilisés, on obtient les chiffres suivants :

**CE QUE DEVONT PAYER TOUS LES ETATS ETANT DONNE LE PROBLEME COMME IL SE POSE :**

	5 %
France	9 %
Angleterre et Dominions	5 %
Italie	0,4 %
Serbie	0,7 %
Roumanie	1,2 %
Belgique	3,6 %
Etats-Unis	3,2 %
Portugal	28 %
Japon	1,5 %
Grèce	5 %
Brésil	5 %
Chine	100 %

Dans ce tableau la part attribuée au Portugal est certainement trop forte pour ses finances.

Le Japon acceptera-t-il de payer 440 millions par an ?

En somme les 2/3 des charges retomberaient sur Japon et Amérique si l'on s'en tient aux bases indiquées.

En prenant comme base les dépenses, les chiffres du tableau ci-joint ne seraient pas sensiblement modifiés.

La part de la France serait très sensiblement diminuée, de même que celle de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie si l'on prenait comme base les dommages.

Jean MONDRÉ.

	Proportion des tués	Proportion des mobilisés	Mois	Dépense par tête (francs)	Dommages par tête (francs)
France Métropolitaine	8,8	20	53	3.350	1.500
Royaume-Uni	1,4	13,2	53	4.000	insignifiant
Italie	1,8	15,5	41	1.740	425
Serbie	7,4	16,4	53	1.800	1.000
Roumanie	1,4	13,2	20	1.000	750
Belgique	0,5	5	53	900	900
Etats-Unis	0,05	3,6	49	1.000	néant
Grèce	0,01	5,9	15	500	100
Japon	0,001	0,5	3	insignifiant	néant
Portugal	0,2	1	32		

## UN PAS EN AVANT

### LA CARTE D'INVALIDITÉ

M. Robaglia a déposé la semaine dernière sur le bureau du Conseil municipal, une proposition tendant à la création de la « carte d'invalidité » pour les réformés. Cette carte donnerait à nos camarades le droit aux places assises dans le Métro, les tramways, autobus et tous moyens de transports en commun, et aussi un droit de priorité pour l'accès dans les différents lieux publics.

Félicitons M. Robaglia de son initiative, et réjouissons-nous de voir qu'un de nos édiles ait enfin pris en main la cause des mutilés dans cette question d'importance.

Mais, à ce propos, nous rappellerons que cette idée de la « carte d'invalidité », nous l'avons émise et défendue depuis des mois, voire depuis des années.

En effet, dès sa création, en janvier 1917, l'U. N. M. R. étudiait la question de la carte d'invalidité pour les réformés et proposait même d'en prendre à sa charge les frais d'établissement, visite médicale et photographie individuelle.

Depuis lors, notre journal s'est occupé de la question à de nombreuses reprises et à l'heure actuelle, l'U. N. M. R. a achevé l'étude d'un projet qui, nous l'espérons, sera adopté par les Pouvoirs publics et donnera satisfaction à nos camarades.

### LE NOUVEAU BARÈME ET LES PARAPLÉGIQUES ?

Un de nos collaborateurs a adressé à M. Lugol, rapporteur de la loi sur les Pensions, ainsi qu'à un certain nombre de députés, la lettre suivante :

Monsieur le Député,  
En volant l'article 13 bis de la loi des Pensions, le Parlement a voulu et se veut d'améliorer le sort des grands blessés. Mais il est à craindre que ce soit une nouvelle déception pour toute une catégorie de blessés qui semble pourtant bien vécue par ledit article.

Déjà en 1917, améliorant la législation actuelle, la Chambre avait voté une majoration de pension pour les blessés ayant besoin de l'assistance permanente d'une autre personne.

En fait de la volonté du Parlement, cette disposition est une lettre morte pour les blessés paraplégiques. Et cependant, qui donc oserait prétendre que ceux-ci peuvent se mouvoir et accomplir seuls les actes essentiels de la vie ?

Quoi que chez eux la perte de l'usage des membres inférieurs soit bien plus complète que pour n'importe quelle amputation des deux cuisses, le barème actuel les assimile aux amputés d'un membre. (Objecter qu'il n'y a pas amputation est une plaisanterie aussi cruelle que si l'on exigeait l'enucléation de l'œil pour reconnaître la cécité). De plus, on sent bien pour ne pas négliger la parésie du bassin, c'est-à-dire la perte de la puissance virile, l'incontinence vésicale et intestinale !

Il n'est pas besoin d'un savant examen pour conclure que la situation du paraplégiq ue étant beaucoup plus douloureuse que celle de l'amputé de deux membres, il n'est que juste de lui accorder au moins les mêmes avantages.

C'est pourquoi il nous semble que le Parlement a le devoir de jeter un coup d'œil sur le nouveau barème s'il tient à ce que ses généreuses dispositions aient cette fois leur plein effet.

Veuillez agréer, etc...

### La Rééducation Professionnelle

La Ferme de Rééducation agricole de Groffliers près de Berck (Pas-de-Calais) reçoit tous les mutilés de la guerre qui désirent se réadapter ou mieux connaître les travaux de la campagne.

Nous nous intéressons plus particulièrement à ceux qui sortent de chez nous et les plaçons suivant leurs aptitudes et leurs goûts chez des cultivateurs susceptibles de s'intéresser à eux et à leur famille.

Pour les renseignements, s'adresser au directeur, Ferme de la Brolière, Groffliers (par Berck) (Pas-de-Calais).

### TOUT REFORMÉ

dans son intérêt

doit s'abonner au

Journal des Mutilés

et Réformés

1, Rue Grétry, Paris (2<sup>e</sup>)

## ECHOS

### LES RODIN

Curieuse histoire que celle des œuvres de Rodin, de ce grand artiste qui avait la main et le cerveau d'un sculpteur avec cette propension à l'impression, à l'exceptionnel, où les uns voient du génie, les autres de la futilité. On est excusable de s'y tromper, car les deux termes sont voisins et bien souvent l'homme de génie n'est qu'un homme de talent, doublé d'un fanatique qui se prend au sérieux ; c'est le type qui « cherre » mais avec conviction.

Il est exact de dire de Rodin qu'il ne travaillait pas seul. A la fin surtout, il avait au moins la collaboration des sœurs. Quand il avait fait surgir de la glaise quelque chose simple et nerveux, il se trouvait toujours un thuriféraire exalté pour s'écrier : « Arrêtez, Maître, c'est trop beau, vous allez l'abîmer ! »

Lors, la statue comme mutilée allait figurer dans une exposition et les critiques en célébraient la souveraine beauté : « Il sied que les bras manquent. Nulle œuvre n'est plus intégrale que ce fragment ! » Quant aux rapins, ils proclamaient simplement parlant des œuvres environnantes que tout le reste « foutait le camp ».

Comment le Mutilé de guerre ne verrait-il pas la haute et consolante signification de cet apologue. Campé sur ses moignons, étendu sur son brancard, lui, fragment, lui, morceau, il domine, il écrase la tourbe, des embusqués, des profiteurs, des satisfaits qui sont en possession de leurs quatre membres et ne s'aperçoivent pas de ce qui leur manque.

Mutilés, des esprits éminents l'ont reconnu et vous l'ont dit : vous êtes beaux, vous êtes enviables ! Et vous ne pouvez nier que vers 1915, rien n'existait auprès de vous, tout à fait le camp.

Mais que se passe-t-il ? Quel vent de rafale renverse les idoles ?

Les Rodin ! Il y en a trop, ça n'existe pas ; des blagues, des faux, des navets. Les collectionneurs dont ils faisaient l'orgueil se hâtent de les remettre au grenier. Adieu, chefs-d'œuvre, c'est à votre tour de f... le camp.

MARIO NICOU.

### Un poids... une mesure

Si nos gouvernants se sont occupés jusqu'ici des pensions à accorder aux mutilés du front, peut-être prêteront-ils une moindre attention à ceux qui, après avoir fait leur devoir devant l'ennemi, rappelés à l'arrière en qualité de spécialistes, y furent aussi mutilés.

Citons à ce propos le cas d'un de nos camarades, sergent d'infanterie, envoyé à l'arrière par l'autorité militaire comme tourneur dans un atelier d'aviation, à Saint-Denis, qui fut, dans la nuit du 30 au 31 janvier 1918, blessé devant son établi par une bombe de gotha.

Notre camarade, qui dut subir l'amputation de la jambe droite, reçut la médaille militaire pour blessure en service commandé et fut réformé n° 2 le 28 août dernier.

Croit-on qu'au point de vue de la pension son sort soit comparable à celui des mutilés de même catégorie blessés sur le front ? Il n'en est rien.

Cet amputé n'est justiciable que de la loi sur les... accidents du travail ! Il se demande, il nous demande s'il est équitable que deux poids et deux mesures existent en pareille matière.

Il n'est point le seul dans son cas. Il n'est point le seul à penser ainsi. Nous pensons comme lui.

La loi sur les accidents du travail l'appliquée à cet homme, c'est une dérision.

On choisit son poste de travail, on ne choisit pas son poste de combat.

Une place à un établi, dans une usine de guerre occupée par un mobilisé, c'est un poste de combat.

Ce mutilé l'a été au champ d'honneur. Il doit avoir droit à tout ce que cette qualité comporte.

### Les mobilisés et l'impôt

Le fisc ne perd pas de temps. M. C..., démobilisé et rentré chez lui, à C..., le 21 janvier dernier, après trois mois de front et cinquante-trois mois de captivité, a reçu du percepteur, au lendemain de son retour, une sommation, avec

75 centimes de frais, d'avoir à payer dans les trois jours la somme de 258 fr. 58, montant de ses contributions de 1914 à 1918.

Ce cas est exposé dans le Journal officiel du 11 février 1919, par M. Albert Thomas, député, qui demande, dans la question écrite 26.835, à M. le ministre des finances : 1° Comment cet acte de l'agent du Trésor peut se concilier avec le communiqué fait à la presse le 31 janvier, mentionnant « que les plus grands ménagements doivent être apportés à l'égard des contribuables démobilisés » ; 2° Quelles mesures le ministre compte prendre pour dédommager le contribuable en question, ainsi que ceux qui seraient dans le même cas, du préjudice qu'a pu leur causer la rigueur inopportune du percepteur.

Nous ne savons ce que répondra M. Klotz à cette question écrite. Mais souhaitons qu'il n'y ait dans ce cas que l'excès de zèle d'un percepteur dont la hâte à faire rentrer l'argent dans les caisses du Trésor néglige de tenir compte des instructions données, lesquelles réprouvent cette manière forte.

### Système D et système pileux

Une mode qui, dit-on, nous vient d'Amérique, décrète que le cheveu doit se porter court, à la Jeanne d'Arc, au moins pour les jeunes personnes.

A l'heure actuelle bien des chevelures plus ou moins abondantes sont même déjà tombées sous le ciseau du coiffeur.

Il est vrai que cette mode est commode à tout le moins pour celles qui ne possèdent point une luxuriante toison, peuvent désormais laisser supposer que si leur cheveu est rare, la faute en revient au coiffeur.

Mais, fait remarquer l'Intransigeant, voici que cette mode a créé une industrie nouvelle. Pour que les cheveux demeurent à la longueur voulue, il faut que les femmes, ainsi que font les hommes, se confient à leur coiffeur tous les dix ou quinze jours. Ainsi, l'artiste capillaire va-t-en ville. Il y porte son art, ses recettes, ses flacons. C'est un débouché nouveau pour ces artisans. Signalons, à ce propos, que certains mutilés de guerre pourraient trouver, dans la coiffure, un emploi relativement facile et rémunérateur.

L'idée n'est pas mauvaise. Certains de nos camarades la mettront peut-être à profit.

### Torchons et serviettes

« Motif de punition infligée par la Place de Lyon à un brigadier de cette garnison : »

« Brigadier X..., 8 jours de prison, « Avait une tenue tellement ridicule « qu'il ressemblait à un officier. »

« Pour une perle, c'est une perle. »

Si non e vero !...

### Le badernisme

Un de nos confrères, M. Jean Rodier, publie la lettre suivante adressée par le lieutenant-colonel, commandant un dépôt de génie, à un capitaine commandant une compagnie au front :

« J'ai l'honneur de vous retourner les fiches de recensement des hommes de votre unité, ces fiches n'étant pas du format réglementaire.

« Je ne puis que vous confirmer ma lettre d'hier, et vous prie de vous adresser, pour l'obtention de ces fiches de recensement, à votre corps de rattachement sur le front, qui vous les donnera. (Dép. minist. n° 24.873/11 du 15/9 18. § III. Etablissement de la fiche de recensement.)

« Si le corps de rattachement ne possédait point de fiches de recensement, et du format réglementaire, les hommes ne seraient point démobilisés.

« Mais, le président du conseil, ministre de la guerre, a fixé impérativement l'ordre de départ des classes, dira un « rouspéteur ».

« Oui, mais, répondra sans doute le colonel, la dépêche ministérielle a fixé le format de la fiche de recensement. Le règlement, Monsieur, le règlement...

...

### TOUT REFORMÉ

dans son intérêt

doit adhérer à

l'Union Nationale des Mutilés

et Réformés

15, rue Molière — Paris

## Documentation

Le droit des familles des militaires tués avant le 1<sup>er</sup> avril 1917

Les familles des militaires, qui, pendant la période considérée, ont été tués ou ont contracté l'affection, cause de leur mort, alors qu'ils se trouvaient dans des conditions telles que l'indemnité de combat leur aurait été allouée si elle avait été créée au début de la mobilisation.

La mort reçue au combat ou survenue à la suite de blessures reçues au combat ouvre pour les familles des décédés le droit au complément de pension.

Les malades pouvant éventuellement ouvrir ce même droit se classent en trois catégories : 1° Maladies consécutives à une blessure reçue au cours du combat, maladies ayant pour cause cette blessure, à l'exclusion de toute maladie contractée après la blessure et n'ayant pas avec elle une relation d'origine.

2° Maladies contractées, par le fait ou à l'occasion du service, alors que l'intéressé appartenait aux grandes unités placées sous les ordres des généraux commandant en chef, corps d'armée, divisions, unités combattantes d'armée.

Sont considérées comme unités d'armes combattantes : 1° Les régiments et bataillons territoriaux d'infanterie ou de chasseurs, à l'exception des bataillons d'étapes, les sections de mitrailleurs de position, les compagnies de chasseurs forestiers et de douaniers.

2° Les escadrons de cavalerie non endivisionnés.

Artillerie. — Les régiments d'artillerie lourde à tracteurs et d'artillerie lourde hippomobile, les batteries d'artillerie de tranchée, les régiments d'artillerie de montagne, les régiments d'artillerie à pied, les sections de repérage par le son et par l'observation terrestre, les unités de voies de 0 m. 00, les sections et postes de défense contre aéronauts.

Génie. — Les compagnies territoriales de sapeurs-mineurs, les compagnies Z, les compagnies de lance-flammes, les compagnies de sapeurs des chemins de fer.

Service aéronautique. — Toutes les formations navigantes, les compagnies d'aéroliers.

Service automobile. — Les sections de transport de matériel et de personnel.

3° Maladies contractées dans un événement de guerre sur mer. Les événements de guerre sont : les torpillages, explosion de mines, etc., à l'exclusion des accidents pouvant provenir des dangers proprement dits de la navigation. Seules ouvrent droit au complément de pension les maladies contractées dans un événement de guerre sur mer avant le 1<sup>er</sup> avril 1917.

J. P.

### Dans les Sociétés

Association Amicale

des Ecoles Professionnelles du Grand-Palais

Demain, dimanche 25 février, à 9 h. 30 du matin, se tiendra au Grand Palais la première assemblée générale de « l'Amicale des Anciens élèves des Ecoles du Grand-Palais et des Invalides ».

### Pour trouver une situation

Nous venons de recevoir une brochure très intéressante de M. E. Dubois, directeur d'assurances à Angers, 2 rue Max-Richard, intitulée Pour trouver une situation.

Nous recommandons spécialement ce livre à nos camarades. Ils y trouveront d'utiles conseils sur la façon de se créer un portefeuille de représentation et d'assurances, la manière de se présenter chez les clients, sur les qualités que doit acquérir tout bon représentant : confiance en soi, persévérance dans l'effort, politesse, affabilité, ordre, amour du métier, etc.

Le chapitre IX sur la manière de préparer des affaires, a attiré toute notre attention.

Cette brochure, prix 2 fr. 25, est en vente chez l'auteur, M. E. Dubois, 2 rue Max-Richard, à Angers, qui adressera le volume franco, contre mandat-poste.

### Groupons nous

Tel est notre premier devoir et notre intérêt primordial.

L'U. N. M. R.

ne fait qu'unir les camarades et les défendre.

Adressez-vous au Siège social, 15, rue Molière.

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...

...



# LA LOI DES PENSIONS LES DÉCORATIONS LES PRISONNIERS

leur reconnaissance n'a pu être effectuée par suite de circonstances de fait indépendantes de la volonté de leurs auteurs.

L'ENSEMBLE DE L'ARTICLE 20 MIS A VOIX EST ADOPTÉ.

L'article 12 avait été réservé, la Chambre en reprend la discussion.

La Commission accepte la suppression des deux premières colonnes afférentes aux majorations pour le premier et le deuxième enfant. Elles seront payées jusqu'à l'âge de dix-huit ans au lieu de seize.

Cet article serait donc ainsi conçu :

Art. 12. — Dans tous les cas, y compris ceux où il y a lieu à complément de pension, les majorations annuelles sont accordées en sus de la pension définitive ou temporaire, par enfant légitime né ou à naître, suivant le tarif ci-après :

Fr.	100 p. 100
300.....	100 p. 100
285.....	95 —
270.....	90 —
255.....	85 —
240.....	80 —
225.....	75 —
210.....	70 —
195.....	65 —
180.....	60 —
165.....	55 —
150.....	50 —
135.....	45 —
120.....	40 —
105.....	35 —
90.....	30 —
75.....	25 —
60.....	20 —
45.....	15 —
30.....	10 —

Les mêmes majorations sont allouées pour chaque enfant naturel reconnu, sous les conditions fixées pour la reconnaissance à l'article 20.

Ces majorations sont payables pour chaque enfant jusqu'à l'âge de dix-huit ans, même après la mort du père, sous réserve de l'application des articles 17 et 18.

Presque sans discussion, l'article 12 mis à voix est adopté.

L'article 15 également avait été réservé.

Sa nouvelle rédaction est la suivante : Art. 15. — En cas de décès de la mère, ou lorsque la mère naturelle n'a pu exercer son droit propre, les droits qui appartiennent à la mère ou lui auraient appartenu passent aux enfants mineurs du défunt, selon les règles établies par la loi en vigueur en matière de pension.

Sous cette forme, l'article 15 mis à voix est adopté.

L'article 21 est ainsi conçu :

CHAPITRE IV. — DROIT DES AYANTS CAUSE DES MILITAIRES OU MARINS DISPARUS

Art. 21. — Lorsqu'un militaire ou marin est porté sur les listes de disparus dressées par l'Administration de la Guerre ou de la Marine, que l'on ait pu ou non fixer le lieu, la date et les circonstances de sa disparition, il est accordé à sa femme et à ses enfants mineurs, dans les conditions où ils auraient eu, au cas de décès, droit à pension, des pensions provisoires liquidées sur le taux normal établi aux articles 17 et suivants, ci-dessus, avec application des majorations prévues par la présente loi.

Ces pensions provisoires ne peuvent être demandées que s'il s'est écoulé au moins six mois depuis le jour de la disparition.

Elles sont payées trimestriellement et à terme échu, le point de départ des droits étant fixé au lendemain du jour de la disparition. Elles prennent fin par la concession d'une pension définitive ou à l'expiration du trimestre pendant lequel l'existence du disparu est devenue certaine.

La pension provisoire est convertie en pension définitive lorsque le décès du militaire est établi officiellement ou que l'absence a été déclarée par jugement passé en force de chose jugée. Dans le cas d'absence déclarée et si la disparition s'est produite au cours d'événements de guerre, la pension définitive est toujours du taux exceptionnel.

Rappel est fait, s'il y a lieu, de la différence entre le taux normal et le taux exceptionnel, sans qu'aucune prescription soit opposable.

Mis aux voix sans discussion, l'article 21 est adopté.

La Chambre avec l'article 22 arrive au titre III traitant des droits des ascendants. Il est ainsi rédigé :

TITRE III

DROITS DES ASCENDANTS

Art. 22. — Si le décès ou la disparition du militaire ou marin est dû à l'une des causes prévues et indiquées aux paragraphes 1° et 2° de l'article 13, qui ouvrent à la veuve un droit direct à pension, ses ascendants auront droit, sous les conditions fixées à l'article 23, à une allocation, s'ils justifient :

1° Qu'ils sont de nationalité française.

2° Qu'ils sont ou infirmes ou atteints d'une maladie incurable ou âgés de plus de soixante ans, s'il s'agit d'ascendants du sexe masculin, et de plus de cinquante-cinq ans s'il s'agit d'ascendants du sexe féminin.

3° Qu'il n'y a pas, à l'époque de la demande, d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

4° Qu'ils ne sont pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu.

5° Qu'ils ne sont pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu.

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Par contre l'article 22 en son entier ne satisfait plus la Chambre qui, pourtant en a voté les différents articles. Car mis aux voix après une discussion assez longue, l'ENSEMBLE DE L'ARTICLE 22 N'EST PAS ADOPTÉ.

Et la Chambre remet à mardi 18 février, la suite de cette discussion.

Séance du 18 février

Dans sa séance du jeudi précédent, la Chambre ayant repoussé l'ensemble de l'article 22, la Commission propose une nouvelle rédaction de cet article qui est la suivante :

TITRE III

DROITS DES ASCENDANTS

Art. 22. — Si le décès ou la disparition du militaire ou marin est dû à l'une des causes prévues et indiquées aux paragraphes 1° et 2° de l'article 13, qui ouvrent à la veuve un droit direct à pension, ses ascendants auront droit, sous les conditions fixées à l'article 23, à une allocation, s'ils justifient :

1° Qu'ils sont de nationalité française.

2° Qu'ils sont ou infirmes ou atteints d'une maladie incurable ou âgés de plus de soixante ans, s'il s'agit d'ascendants du sexe masculin, et de plus de cinquante-cinq ans s'il s'agit d'ascendants du sexe féminin.

3° Qu'il n'y a pas, à l'époque de la demande, d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

4° Qu'ils ne sont pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu.

5° Qu'ils ne sont pas inscrits au rôle de l'impôt général sur le revenu.

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont déposé un amendement tendant à rétablir à la fin de l'article 22 le paragraphe 4° de l'article 21 du texte du Sénat, ainsi conçu :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

Après discussion, cet amendement est révoqué à ces mots :

« ... ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants prétendant à pension ».

La Commission repousse cet amendement, mais il est mis aux voix et adopté par la Chambre.

L'alinéa 3° de l'article 22 se trouve donc désormais ainsi rédigé :

3° Qu'il n'y a pas à l'époque de la demande d'ascendants d'un degré plus rapproché du défunt, ou d'autres parents tenus à la dette alimentaire pour les ascendants d'un degré plus rapproché du défunt.

Sous cette forme, mis aux voix, l'ALINÉA 3° EST ADOPTÉ.

MM. Queuille et Laurent Eynac ont



## Jambe Articulée MAYET-GUILLOT

Brevetée S.G.D.G.  
ultra-légère

perfectionnement  
incomparable  
de tous les appareils connus

Fabrication et  
Adaptation  
scientifiques

Quel que soit le cas qui lui est soumis la Maison MAYET-GUILLOT est outillée pour exécuter très rapidement un appareil répondant à toutes les exigences médicales, mécaniques, esthétiques.

Dr. Castex  
PARIS  
(tel. Archives 17-22)

Manufacture  
française  
Fondée en 1830

## NOS CONSULTATIONS

Nous répondons gratuitement dans les colonnes de la Petite Correspondance, à toutes les questions qui nous sont adressées par nos abonnés.

Sauf dans les cas urgents, nous ne répondons pas par lettres individuelles. Ceux de nos camarades qui, exceptionnellement, désirent une réponse par poste, sont priés de nous adresser la somme de 1 franc en timbres, pour frais divers.

**ARCHITECTE-EXPERT** (mutilé de la guerre). Travaux, gérance, vérification, expertise, lois sur les loyers, conventions, indemnités, etc.  
Conditions spéciales aux camarades.  
Albert Cotton, 53, rue de l'Aigle, Garenne-Colombes, mercredi et dimanche, de 9 heures à 10 heures, téléphone, 485.

## Petite Correspondance

R. Marie Lourdeval. — Adressez toutes vos réclamations au Directeur du Service de santé de votre région.

Morey, Camille. — La médaille n'est pas accordée de droit, mais vous pouvez la demander.

2° Adressez votre demande au commandant de votre dépôt.

3° C'est la Commission de réforme qui après examen médical, à seule qualité pour faire une proposition.

Prud'homme. — 1° L'allocation n'est pas accordée de droit, mais vous pouvez la demander à la Commission Cantonale. Faites votre demande à la Mairie.

2° La prime de démobilisation n'est pas encore votée. Ce n'est qu'un projet, attendez son adoption.

Brihoteau. — Il aura sans doute le maximum de la pension du grade. Pour être fixé sur le taux, il faut attendre le vote définitif de la nouvelle loi et la promulgation des tarifs.

Giguère. — 1° Pour être fixé sur les augmentations de pension, attendez le vote définitif de la nouvelle loi.

2° Demandez à votre Mairie, l'allocation temporaire aux petits retraités. La Commission statuera.

R. V., 4.928. — La demande de pension doit être adressée au maire du domicile. La Mairie vous fournira tous renseignements nécessaires pour votre établissement.

3° Catégorie, § 33. — Variable suivant les cas particuliers.

Un Parisien anxieux. — 1° Pour établir vos droits de pension, il faudrait connaître le résultat de la visite médicale : attendez l'examen de la Commission.

2° La médaille n'est jamais accordée de droit, mais vous pouvez la demander. Adressez votre demande au commandant de votre dépôt.

B. C. du XI<sup>e</sup>. C. A. — 1° Les nominations ont lieu à la fin de l'année, mais vous pouvez demander votre changement ou permutation.

2° En général, vous devez être prévu au 1<sup>er</sup> octobre.

Un blessé ancien du 150<sup>e</sup>. — La C. de G. n'est pas accordée de droit, mais vous pouvez la demander.

2° Au commandant du dépôt si vous êtes encore mobilisé.

3° Au général, commandant votre subdivision si vous êtes libéré.

Votre demande sera transmise aux armées qui statueront.

Un Ancien du 68<sup>e</sup>. — Oui, acceptez, c'est parce que depuis novembre, les gratifications sont payées à terme échu.

Abonné, n° 5307. — 1° C'est bien 2 fr. 80 par jour. Cette indemnité est exclusive de toute solde.

2° On décompte sur 30 jours.

P. D. — 1° et 2° Non.

3° Vous pouvez demander au Ministère, Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau, d'être soumis à une commission de réforme en vue d'obtenir une gratification.

H. un petit d'Orient. — 1° Vous ne pouvez obtenir de gratification qu'après visite devant une Commission de réforme.

2° Faites d'abord une demande à votre corps et si elle ne veut pas, vous nous adresserez alors au Ministère au Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau en y joignant une copie des pièces comportant votre dossier.

Labourette. — 1° Oui, mais on peut vous retirer les frais d'hospitalisation.

2° La Commission peut vous retirer l'allocation.

3° Oui, faire une demande à la gendarmerie de votre domicile.

4° Demandez à la gendarmerie de votre commune cette liste.

Henry, 1914. — 1° Non, vous n'avez pas droit à la solde, mais vous avez droit pendant deux mois à l'allocation spéciale. La demande au dépôt.

2° La perte d'un membre donne droit à une pension de 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> classe. (Maximum de la pension du grade.)

Delacon. — Vous pouvez toujours faire une demande de pension à la Préfecture, bureau du personnel. Mais en ce moment on n'en recueille pas beaucoup.

C. V. B. — Pendant votre congé illimité.

## Situation de 300 fr. par mois

offerte à mutilés, réformés, ayant relations, par Société d'Assurances Accidents. Combinaison nouvelle appelée à un succès certain. Écrivez avec références, à LA PERSÉVÉRANCE, en son hôtel, Place de la Visitation, Angers.

sez à temps pour donner le préavis d'un mois, mais personnellement, nous ne pouvons intervenir.

Un abonné, n° 105. — Si vous n'avez pas encore reçu ce numéro, réclamez en donnant votre adresse.

Francis, T. A. — Nous ne nous expliquons pas la somme de votre avoir, en tous cas, vous avez droit à quelque chose, écrivez à la Sous-Intendance dont vous dépendez qui vous renseignera.

Frémey Marcel. — Vous pouvez demander la révision au Ministère de la Guerre au Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau. Exposez votre situation et joignez à la demande la copie des pièces relatives à l'origine des blessures.

Miguel. — 1° Demandez à votre chef de corps de vous présenter à un conseil de réforme après avis de votre médecin de votre dépôt.

2° C'est à votre dépôt qu'il faut vous adresser. Il a du transmettre votre proposition aux armées.

Petit éprouvé, 633-2. — Non, vous n'y avez pas droit.

Kraemer. — Il faut attendre d'avoir passé la Commission de réforme. Nous ne pouvons préjuger la décision qui sera prise.

Un blessé ancien du 150<sup>e</sup>. — La C. de G. n'est pas accordée de droit, mais vous pouvez la demander.

2° Au commandant du dépôt si vous êtes encore mobilisé.

3° Au général, commandant votre subdivision si vous êtes libéré.

Votre demande sera transmise aux armées qui statueront.

Un Ancien du 68<sup>e</sup>. — Oui, acceptez, c'est parce que depuis novembre, les gratifications sont payées à terme échu.

Abonné, n° 5307. — 1° C'est bien 2 fr. 80 par jour. Cette indemnité est exclusive de toute solde.

2° On décompte sur 30 jours.

P. D. — 1° et 2° Non.

3° Vous pouvez demander au Ministère, Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau, d'être soumis à une commission de réforme en vue d'obtenir une gratification.

H. un petit d'Orient. — 1° Vous ne pouvez obtenir de gratification qu'après visite devant une Commission de réforme.

2° Faites d'abord une demande à votre corps et si elle ne veut pas, vous nous adresserez alors au Ministère au Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau en y joignant une copie des pièces comportant votre dossier.

Labourette. — 1° Oui, mais on peut vous retirer les frais d'hospitalisation.

2° La Commission peut vous retirer l'allocation.

3° Oui, faire une demande à la gendarmerie de votre domicile.

4° Demandez à la gendarmerie de votre commune cette liste.

Henry, 1914. — 1° Non, vous n'avez pas droit à la solde, mais vous avez droit pendant deux mois à l'allocation spéciale. La demande au dépôt.

2° La perte d'un membre donne droit à une pension de 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> classe. (Maximum de la pension du grade.)

Delacon. — Vous pouvez toujours faire une demande de pension à la Préfecture, bureau du personnel. Mais en ce moment on n'en recueille pas beaucoup.

C. V. B. — Pendant votre congé illimité.

vous n'avez pas droit à la haute paye de guerre qui ne se cumule pas avec l'allocation spéciale.

B. G., Nanterre. — 1° Adressez une demande de révision à Service Général des Pensions 1<sup>er</sup> bureau, joignez les copies des pièces relatives à l'origine des blessures.

2° Adressez une demande au dépôt pour qu'il arrive votre carnet, vous le toucherez chez le percepteur.

3° Si vous continuez à percevoir votre solde, vous n'avez pas droit à l'allocation spéciale.

L. Pilot. — 1° Vous devez faire confusion. 1° L'indemnité de cherté de vie est celle de la place où est votre dépôt. Vous devez déjà la percevoir, si vous continuez à toucher votre solde.

2° En outre on a créé une indemnité exceptionnelle de 2 francs par jour qui est allouée à partir du 1<sup>er</sup> octobre dernier.

E. P., 22. — 1° Ont droit au pécule la veuve, les enfants, ou les ascendants du militaire.

2° Pour les détails, voyez le décret du 29 décembre 1918, publié au Journal Officiel du 30.

Allevier. — Les instructions pour la démobilisation ne visent que les hommes versés dans l'auxiliaire pour blessures de guerre.

Un réformé de la ville en bois. — Pour obtenir une gratification, ou pension, il faut adresser une demande de révision de votre réforme au 2<sup>e</sup> au Ministère de la Guerre, au Service Général des Pensions 1<sup>er</sup> bureau et y joindre les copies des pièces relatives à l'origine de votre maladie.

Membre participant. — 1° Pour l'indemnité de licenciement, adressez-vous au représentant du service de la main-d'œuvre ou travaillait votre femme.

2° Pour faire un recours au conseil d'état, il faut obligatoirement avoir un avocat. Choisissez en un et il vous donnera tous les renseignements nécessaires.

N° 6301. — 1° Cela dépend de la durée de votre réforme temporaire si elle est d'un an, oui, vous repasserez une visite.

2° Non, vous n'avez plus droit à l'allocation spéciale.

3° Vous pouvez adresser cette demande au Ministère, au Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau.

4° Faites-la quand vous voudrez. Nous ne croyons pas que vous ayez un intérêt particulier à attendre le vote de la nouvelle loi.

M. l'errand abonné, n° 268-3764. — Oui, il faut déclarer, c'est du reste indiqué sur l'imprimé que la mairie vous remet.

A. A., S. P. 18. — 1° La médaille militaire n'est jamais accordée de droit. Mais les réformés peuvent la demander au Général commandant la subdivision de leur domicile.

2° L'allocation exceptionnelle de 2 francs est due aux militaires à solde mensuelle à partir d'octobre 1918.

Dubois. — Votre dépôt devrait vous payer automatiquement l'allocation, si vous y avez bien droit. Écrivez-lui encore une fois et s'il ne répond pas, adressez une réclamation au Ministère, Direction de l'Intendance, bureau de la solde.

Gaston Fontaine. — C'est peut-être, parce que la gratification n'est payable qu'à terme échu. Si ce n'est pas cela, c'est qu'après vous avez perçu un certain nombre d'allocation spéciale en trop.

La Sous-Intendance seule peut vous fixer.

M. C., 22. — 1° Non, il y a aucune équivalence entre ces pensions.

2° Votre patron si le tribunal l'y a condamné.

3° La pension ayant été fixée par jugement est définitive.

Francis 57-3. — Vous pouvez adresser une demande de révision au Ministère, au Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau, exposez en détail votre situation.

Milon. — Tout le monde doit payer l'impôt mais nous avons déjà notifié dans le cas que vous signalez.

B. P., 2.106. — Pension de 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> classe. (Maximum de la pension du grade.)

André Pilot. — La réforme temporaire 1<sup>re</sup> catégorie veut dire que la réforme est accordée.

## DRAPEAUX BANNIÈRES FANIONS

BRASSARDS — MÉDAILLES COMMEMORATIVES  
INSIGNES en tous genres  
PALAIS DES SOCIÉTÉS FRANÇAISES  
323, rue Saint-Martin PARIS (3<sup>e</sup>) — Catalogue franco  
Prix spéciaux aux Associations de Mutilés

provisoirement et que si la situation de l'intéressé s'améliore, une nouvelle vente pourra amener le retrait de la réforme.

A. Grelou. — 1° La Commission cantonale ne s'occupe que des allocations, remettre la demande à la mairie.

2° Les révisions des réformés n° 2 ressortissent du Service Général des Pensions, 1<sup>er</sup> bureau, c'est à ce service au Ministère de la Guerre que doivent être adressées les demandes de ce genre.

Guibert. — La liste de ces emplois est trop longue, nous ne pouvons vous la donner. Adressez-vous donc à la gendarmerie de votre quartier.

Louis Montauze. — Adressez une demande et signalez votre situation à votre sous-intendance.

T. D., 570, Cahors. — Non depuis votre libération, vous n'avez pas droit à aucune solde, dans aucun des cas indiqués.

## VOUS DEVEZ

vous abonner au « JOURNAL DES MUTILÉS ET RÉFORMÉS », parce que :

1° Vous réaliserez une économie sur le prix d'achat au numéro :

2° Vous serez certain d'avoir votre journal toutes les semaines ;

3° La collection complète constituera un document unique sur toutes les questions intéressant les Réformés et leurs familles ;

4° En vous abonnant, vous ne payez pas une économie de papier et vous contribuez à la prospérité de votre journal.

Simon, classe 1896. — Non, maintenant que vous êtes démobilisé, vous pouvez porter l'insigne des blessés, si vous y êtes autorisé par le général commandant le département de la Seine, puisque jusqu'à ce jour, vous n'avez eu aucune autorisation de ce genre par votre corps.

Maitlard. — Question de loyer spéciale ! Le correspondant semble avoir une épicerie. Je ne puis y répondre.

F. G. M. 2. — La réponse que vous avez vue ne concerne pas votre cas. Vous n'avez pas à vous inquiéter. Les droits à pension sont réservés dans votre situation, et vous en aurez un après le vote de la nouvelle loi.

Valérie Pierre. — Non, la plupart de nos anciens numéros sont épuisés.

C. R. M., 30. — 10 0/10 la question de l'indemnité de sortie de campagne pour les réformés antérieurs au 11 novembre n'est pas encore réglée.

Voyez nos articles à ce sujet, 20 novembre.

B. J., 70. — Entièrement d'accord avec vous. Suivez notre campagne par la délivrance d'une carte d'invalidité.

G. V. — 1° Sans doute, le maximum de la pension du grade. Mais attendez pour être fixé sur le taux le vote et la publication de la loi.

2° Faites une demande et signalez votre situation au directeur du service.

3° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

4° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

5° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

6° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

7° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

8° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

9° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

10° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

11° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

12° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

13° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

14° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

15° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

16° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

17° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

18° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

19° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

20° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

21° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

22° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

23° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

24° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

25° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

26° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

27° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

28° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

29° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

30° Nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

31° Le Journal des Mutilés et Réformés doit constituer un lien permanent entre tous les réformés de guerre.

32° Plus nous aurons d'abonnés, plus nous pourrions faire un journal intéressant et documenté.

33° Il est indispensable que nous nous groupions en grand nombre, si nous voulons que l'on s'occupe de nous et que l'on ne nous traite pas en quantité négligeable ;

34° Représentant un nombre considérable de citoyens, le Journal des Mutilés et Réformés deviendra un organe puissant et écouté.

## LES CITATIONS DE NOS CAMARADES

EMARD Albert. — Mle 11401 bis (R.A.T.), caporal à la 6<sup>e</sup> compagnie du 240<sup>e</sup> régiment territorial d'infanterie. Bon grade, ayant toujours fait parfaitement son devoir. A été grièvement blessé le 27 août 1916, à Rosières, au cours d'un violent bombardement. (Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

LEBLANC. — Brigadier au 13<sup>e</sup> chasseurs. Brave serviteur, blessé sérieusement pendant l'attaque de la cote 1248, il y a donné l'exemple du courage et de la décision.

LEBLOND Léon. — Mle 04277, chasseur de 1<sup>re</sup> classe territorial au 65<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, 1<sup>re</sup> compagnie. Très bon chasseur, dévoué et plein d'entrain, a été grièvement blessé le 6 octobre 1915, en s'élançant à l'attaque d'une tranchée ennemie. (Amputé de la cuisse droite.)

(Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

MONTOIS Albert. — Grièvement blessé le 13 juillet 1915, au Bois-Bolande, a fait consciencieusement son devoir.

(Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

BARBASTE Marcel-Charles. — Mle 4864, canonier servant à la 4<sup>e</sup> batterie du 9<sup>e</sup> régiment d'artillerie de campagne. Canonier téléphoniste de groupe, a montré une très belle attitude au feu dans tous les combats livrés par le groupe, jusqu'au 14 novembre 1914, date à laquelle il a reçu à son poste de combat une très grave blessure à la jambe droite, qui a nécessité l'amputation.

(Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

La médaille militaire a été conférée au soldat THIEBAUX Victor-Julien, mle 5083 (R.A.T.), de la 6<sup>e</sup> compagnie du 29<sup>e</sup> régiment d'infanterie. Bon soldat, actif et dévoué, a été grièvement blessé le 25 février 1916, au Bois-des-Fossés, au cours d'une attaque (amputé de la jambe droite).

(Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

MARTHELOT Henri. — Mle 35325, zouave (active) à la 18<sup>e</sup> compagnie du 4<sup>e</sup> régiment de marche de zouaves. Zouave très brave et d'un dévouement absolu. S'est particulièrement distingué au cours des combats des 15 au 20 décembre 1916 sous Verdun. Bien qu'atteint de gelure des pieds a demeuré à son poste et ne s'est laissé évacuer qu'après la relève de son unité.

(Médaille militaire et croix de guerre avec palme.)

La médaille militaire a été conférée au nommé ROUSSET Joseph, mle 04290, chasseur de 2<sup>e</sup> classe au 6<sup>e</sup> chasseurs à pied.

Excellent chasseur qui a eu une belle conduite au feu dans tous les combats depuis le début de la campagne. Blessé le 27 décembre 1914, a été amputé de la jambe gauche. (Cette nomination comporte l'attribution de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palme.)

PERRAUDIN François, n° mle 13618, soldat à la 18<sup>e</sup> compagnie, 2<sup>e</sup> régiment de zouaves. S'est distingué par sa bravoure le 16 juin 1915 à l'attaque d'un barrage ennemi. Amputé de l'avant-bras droit. La présente citation comporte l'attribution de la médaille militaire et de la croix de guerre avec palme.

LUC Eugène. La médaille militaire a été conférée au sapeur conducteur territorial Luc Eugène, de la compagnie 7/51 du 7<sup>e</sup> bataillon du génie :

« Brave sapeur. A fait preuve de beaucoup de sang-froid et de dévouement pendant la préparation et au cours de l'attaque du 16 avril 1914. Blessé grièvement dans l'accomplissement de son devoir de brancardier, amputé de la cuisse gauche. Déjà cité à l'ordre. La présente nomination comporte l'attribution de la croix de guerre avec palme. »

NONNENMACKER Michel-Romain. (Ordre n° 2421 D. du 31 janvier 1916), caporal à la 6<sup>e</sup> compagnie du 70<sup>e</sup> régiment d'infanterie, matricule 7209 :

« Gradé brave et très dévoué qui a toujours fait son devoir. Blessé grièvement aux tranchées le 1<sup>er</sup> janvier 1916. Amputé de la cuisse droite. »

PANAZOL Fernand. Caporal-fourrier au 1